



RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES **DU BUDGET PRINCIPAL DU CCAS DE ROUEN** **POUR L'EXERCICE 2025**

Table des matières

Introduction :	2
I – LE CONTEXTE D'ELABORATION DU BUDGET 2025	2
La situation économique et le contexte local	2
II – RETROSPECTIVE 2021-2024	3
1- Evolution des effectifs	3
2- Situation financière	4
a) Les résultats	4
b) Les ratios de gestion	6
c) La situation de la dette	7
III – LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES DU CCAS DE ROUEN POUR 2025	7
1- La section de fonctionnement	7
a) Les recettes de fonctionnement prévues en 2025	8
b) La maîtrise et le pilotage de la masse salariale	9
c) Les dépenses de fonctionnement hors personnel	10
2- La section d'investissement	11
3- Les missions développées	12
a) Une mission quotidienne d'accompagnement social et d'aide à l'accès aux droits et d'actions créatrices de lien social	12
b) La lutte contre l'isolement des personnes âgées et la prévention de la perte d'autonomie	13
c) Le renforcement de la réussite éducative, de l'insertion professionnelle et de l'accès à l'emploi des Rouennais	14
d) La politique d'accueil en faveur des migrants	15
e) L'accompagnement de l'évolution du territoire :	15
f) La mise en œuvre opérationnelle en 2025 du projet de direction	15

Introduction :

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20250228-280220256-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 06/03/2025

Publication : 07/03/2025

Pour l'autorité compétente par délégation

Le décret n°216 – 841 du 24 juin 2016 précise que, pour les CCAS des communes de plus de 10 000 habitants, le Rapport d'Orientation Budgétaire (ROB) doit présenter l'évolution des dépenses et des effectifs, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail.

Le ROB constitue la première étape de la préparation annuelle du budget primitif pour le CCAS de Rouen. Il permet aux membres du conseil d'administration de débattre sur l'évolution des finances du CCAS lors d'un Débat d'Orientation Budgétaire (DOB).

Il permet aussi d'aborder le contexte général d'élaboration du projet de budget pour 2025. La préparation du budget prévisionnel est conditionnée par des facteurs externes liés aux conditions économiques générales et aux divers financeurs du CCAS, en premier lieu la Ville. Le ROB permet également de présenter la rétrospective 2021-2024.

I – LE CONTEXTE D'ELABORATION DU BUDGET 2025

La situation économique et le contexte local

Ces dernières années ont bouleversé les équilibres financiers des collectivités locales. Le contexte économique en 2025 est marqué par les éléments suivants :

- Une instabilité politique qui a un impact sur les collectivités territoriales.
- Un ralentissement de la dynamique de croissance : croissance limitée à +0.9 % en 2025 selon l'OCDE. Une remontée du taux de chômage est prévue en 2025 (0,2 point). Cependant, les taux d'intérêts poursuivent leur lente décrue et le gouvernement s'attaque à la dette publique.
- L'inflation revient à des taux plus classiques : la hausse des prix à la consommation pourrait s'établir à +1,6% selon l'OCDE.
- Pour les publics précaires, les postes de dépenses contraints (énergie, logement, alimentation) prennent toujours plus d'importance dans le budget des ménages. Les inégalités s'accroissent de nouveau en France depuis 2021.

Le diagnostic sociodémographique effectué en 2023 dans le cadre de l'Analyse des Besoins Sociaux réalisée par le CCAS a confirmé une précarisation grandissante de nombre d'habitants de la commune avec une attention particulière à porter aux personnes seules et aux familles monoparentales.

Le CCAS doit par conséquent faire face à l'évolution des besoins de ses publics tout en pilotant son activité dans un contexte financier fragile.

II – RETROSPECTIVE 2021-2024

1- Evolution des effectifs

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20250228-280220256-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 06/03/2025

Publication : 07/03/2025

Pour l'autorité compétente par délégation

	Janv-21	Déc-21		Janv-22	Déc-22		Janv-23	Janv-24	Janv-25
Catégorie	Prévu au budget en ETP	Nbre agents	ETP	Prévu au budget en ETP	Nbre agents	ETP	Prévu au budget en ETP	Prévu au budget en ETP	Prévu au budget en ETP
Titulaires et stagiaires	90.1	62	59.88	83.9	63	60.4	85.8	83.3	86
CDI		1	1		2	2			
Contractuels sur poste		12	11.4		13	12.8			
Contractuels remplaçants		3	0.96		4	4			
Emplois Avenir									
Apprentis									
CUI/CAE									
TOTAL	90.1	78	73.24	83.9	82	79.2	85.8	83.3	86

EVOLUTION DES EFFECTIFS DE 2021 à 2022	Suppression	Création
Chargé de mission Cité lab	0.60	
Référent migrants		1
TOTAL	0.60	1

EVOLUTION DES EFFECTIFS DE 2022 à 2023	Suppression	Création
Création 1 ETP Responsable administratif et financier		1
Création 1 ETP Responsable SAAD		1
Suppression 0.1 ETP agent entretien remplaçant	0.10	
TOTAL	0.10	2,00

EVOLUTION DES EFFECTIFS DE 2023 à 2024	Suppression	Création
Agent d'accueil maison du plateau – transfert ville DSCS de Rouen	1	
Adjoint technique – suppression téléalarme	1	
Adjoint administratif – transfert CLIC	0.5	
TOTAL	2.50	

EVOLUTION DES EFFECTIFS DE 2024 à 2025	Suppression ETP	Création ETP
Aide-soignant cl sup – lié au transfert EHPAD au 01/04/2024		1
Technicien principal 2 ^{ème} classe- lié au transfert de l'EHPAD au 01/04/2024		1
Rédacteur territorial – Référent en insertion professionnelle		1
Divers ajustements	0,30	
TOTAL	0,30	3 ETP

2- Situation financièrea) Les résultats

Les résultats d'exécution présentés pour l'année 2024 dans le tableau prévisionnels et pourraient, par conséquent, encore légèrement évoluer.

ous restent

Chapitres budgétaires	CA - 2023	Total voté - 2024	CA - 2024 prévisionnel	Taux d'exécution	Evol.% CA 23/ CA 24
Dépenses	6 566 560.56	8 432 987.00	7 002 980.17	90.19%	6.65%
<i>Dépenses réelles</i>	<i>6 407 811.57</i>	<i>7 582 113.81</i>	<i>6 829 747.43</i>	<i>90.08%</i>	<i>6.58%</i>
002 - Résultat de fonctionnement reporté		668 688.19	pas d'exécution		
011 - Charges à caractère général	925 556.36	1 183 664.00	1 006 189.86	85.01%	8.71%
012 - Charges de personnel et frais assimilés	4 542 497.60	5 011 015.32	4 745 055.86	94.69%	4.46%
65 - Autres charges de gestion courante	919 279.09	1 337 764.43	1 029 959.77	76.99%	12.04%
66 - Charges financières	20 238.52	20 530.00	20 431.00	99.52%	0.95%
67 - Charges spécifiques	240	14 868.00	13 838.88	93.08%	5666.20%
68 - Dotations aux amortissements et aux provisions		14 272.06	14 272.06	100.00%	100.00%
<i>Dépenses d'ordre</i>	<i>158 748.99</i>	<i>182 185.00</i>	<i>173 232.74</i>	<i>95.09%</i>	<i>9.12%</i>
042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	158 748.99	182 185.00	173 232.74	95.09%	9.12%
Recettes	6 409 127.98	8 432 987.00	8 467 862.57	100.41%	32.12%
<i>Recettes réelles</i>	<i>6 403 465.98</i>	<i>8 413 474.00</i>	<i>8 460 952.36</i>	<i>100.56%</i>	<i>32.13%</i>
013 - Atténuations de charges	263 038.92	305 148.00	289 219.97	94.78%	9.95%
70 - Produits des services, du domaine et ventes diverses	122 568.63	89 741.00	92 078.06	102.60%	-24.88%
74 - Dotations et participations	5 988 324.30	7 936 621.00	7 958 075.39	100.27%	32.89%
75 - Autres produits de gestion courante	29 534.13	81 430.00	121 044.94	148.65%	309.85%
77 - Produits spécifiques	0	534	534	100.00%	100.00%
<i>Recettes d'ordre</i>	<i>5 662.00</i>	<i>19 513.00</i>	<i>6 910.21</i>	<i>35.41%</i>	<i>22.05%</i>
042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	5 662.00	19 513.00	6 910.21	35.41%	22.05%
Résultat de fonctionnement	-157 432.58		1 464 882.40		

Le résultat prévisionnel de fonctionnement de l'exercice 2024 s'établit à 1 464 882, 40 €. Ce résultat n'inclut pas l'affectation du résultat déficitaire de l'EHPAD, qui avait été inscrit en dépenses au compte 002 en cours d'exercice 2024, selon le schéma de calcul suivant :

Résultat de clôture 2024 de l'EHPAD (déficit) A	Résultat de clôture 2023 du budget principal (excédent) B	Résultat repris en cours d'exercice 2024 au budget principal (déficit) C (=B-A)	Résultat dégagé à l'exercice 2024 (excédent) D	Résultat de clôture 2024 (excédent) E (=D-C)
1 298 713,51 €	630 025,32 €	668 688,19 €	1 464 882,40 €	796 194,21 €

Entre 2023 et 2024, le CCAS a accru son résultat reporté de 166K€ en fonctionnement (E-B). Il pourra compter sur une reprise anticipée de son résultat 2024 au budget primitif 2025 de 796 194,21 €, toutes opérations relatives à l'EHPAD déduites.

Au cours de l'exercice 2024, les dépenses du CCAS ont augmenté de 6,63%, alors que ses recettes augmentent de plus de 32%, grâce au soutien de la ville, encore renforcé en 2024 pour assurer la reprise de l'EHPAD et également le retour à une situation financière saine.

Procédure d'admission en 2025

Publication : 07/03/2025

Pour l'autorité compétente par délégation

L'évolution de la masse salariale entre le CA 2023 et le CA 2024 bien que de +4% apparaît plus contenue que les prévisions (+8,90 % du total budgété 23 au total budgété 24). L'évolution se justifie par : les revalorisations salariales sur les 3 derniers exercices s'appliquent en année pleine sur 2024 : après la revalorisation historique de +3,5% de la valeur du point d'indice en 2022, de 1,5% au 1^{er} juillet 2023, 5 points d'indices ont été attribués à tous les agents au 1^{er} janvier 2024. Pour les plus bas salaires, les grilles des agents de catégorie C ont également été révisées et le remboursement du transport porté à 75% du prix du titre.

En conséquence, du CA 2023 au CA 2024, les rémunérations progressent de 106K€ et les cotisations patronales de 32K€. La refacturation de la ville au CCAS des personnels mutualisés augmente, elle, de 19K€ en raison de postes pourvus en 2024, qui ne l'étaient pas en 2023. Par ailleurs, les prestations de médecine du travail facturées par le CDG 76 ont évolué de près de 30%, soit +4K€, et l'exercice 2024 a vu le CCAS verser un capital décès pour 34,8K€.

Les charges à caractère général connaissent une évolution de +8,71%, soit +80,6K€, notamment en raison de dépenses relevant de l'EHPAD prises en charges des dernières dépenses liées à la gestion de l'EHPAD, sur le budget principal du CCAS à la suite du transfert de l'EHPAD au CH du Bois Petit à compter du 1^{er} avril 2024 et à la clôture du budget annexe du CCAS (pour 45K€, soit un peu plus de la moitié de cette évolution).

Les autres augmentations de charges proviennent des situations suivantes :

- L'augmentation des loyers : notamment, les 4 cantons, +12K€,
- L'inflation reportée sur certains services, comme les repas achetés auprès du CHU pour la Chaloupe, +4,5 K€,
- La réalisation en année pleine du marché « APP et Supervision » (groupes de paroles et analyse de pratiques des personnels) : sa notification mi-2023 occasionne sur 2024 une évolution de +10K€, soit 26K€ réalisés,
- Les dépenses de mobilité et de services à la personne au bénéfice des personnes âgées sont en évolution de +13K€ et se fixent à 27K€ en 2024,
- Des dépenses d'intervention du Programme de Réussite Educative en augmentation de plus de 40K€ entre 2023 et 2024 : il s'agit de dépenses pour l'accès aux loisirs, aux soins (santé, psy), pour frais de scolarité qui sont pris en charge au bénéfice des enfants les plus défavorisés. 165K€ sont réalisés en 2024, contre 125K€ en 2023,
- Les dépenses concernant la maintenance et l'entretien des matériels évoluent de +2,55% soit +3,2K€.

Les postes en diminution sont les suivants :

- Les fluides -17K€ soit -15%,
- Les achats qui baissent légèrement de 1,7K€ (hors dépenses relatives à l'EHPAD),
- Les assurances, -2K€. Le parc automobile vieillissant, plusieurs voitures sont désormais assurées pour les dommages causés aux tiers,
- Les frais d'internet et de téléphonie, -3,2K€,
- Entretien des locaux, -17K€.

Les subventions d'équilibre aux budgets annexes (Résidences, CLIC et Prestataire) enregistrent une augmentation de +160,7K€. Des effets exogènes à la gestion des résidences (reprise d'un résultat de 68K€, recette exceptionnelle de 87K€ provenant du bouclier tarifaire) avaient permis de réduire en 2023 le montant de la subvention nécessaire à l'équilibre du budget des résidences, qui représentent la part la plus importante de ces dépenses :

	CA 2022	CA 2023	CA 2024 prévisionnel
Subvention aux budgets annexes	757 165.63	662 646.48	823 336.09
Dont CLIC	47 500.00	95 747.00	109 370.23
Dont Prestataire	106 880.33	101 149.66	101 149.66
Dont Résidences	602 785.30	465 749.82	602 785.30
<i>Bonvoisin</i>	<i>0.00</i>	<i>37 820.12</i>	<i>0.00</i>
<i>Saint-Filleul</i>	<i>167 942.58</i>	<i>107 991.00</i>	<i>62 595.47</i>
<i>Rose des Sables</i>	<i>290 019.68</i>	<i>224 914.43</i>	<i>405 661.03</i>
<i>Trianon</i>	<i>144 823.04</i>	<i>95 024.27</i>	<i>132 049.96</i>

On remarque que la subvention aux résidences représente 73% du montant versé, dont la résidence Rose des Sables représente à elle seule 68%.

Les secours et aides versés par le CCAS aux personnes démunies enregistrent une baisse de 31K€ entre 2023 et 2024 (-19%). Cela est à mettre en relation avec la participation de la ville au FSL (fonds de solidarité pour le logement) et à l'assouplissement des conditions d'octroi des aides formulées au Département.

S'agissant des recettes, le soutien accru de la ville se traduit par une augmentation de la subvention de la ville de +2,077 M€ entre 2023 et 2024 pour s'établir à 6,980 M€. Ce montant incluait :

- Une subvention exceptionnelle de +1,2 M€ pour permettre l'intégration du résultat de fonctionnement déficitaire de l'EHPAD,
- Un soutien renforcé pour maintenir l'équilibre financier et assurer l'autofinancement, d'un montant de 5,780 M€ soit +877 K€.

La subvention de la ville représente 82,5% des ressources réelles du CCAS en 2024.

b) Les ratios de gestion

L'épargne de gestion est la différence entre les recettes et les dépenses réelles de fonctionnement hors intérêts de la dette.

L'épargne brute correspond à la différence entre les recettes et les dépenses réelles de fonctionnement.

Enfin, **l'épargne nette** est égale à l'épargne brute diminuée du remboursement du capital de la dette. L'épargne nette permet de mesurer l'équilibre annuel.

Sur la période 2022-2024, les épargnes ont évolué comme indiqué dans le tableau ci-dessous :

Budget principal	CA 2022	CA 2023	CA 2024	Budget prévisionnel 2025
Produits réels de fonctionnement	6 152 951 €	6 403 466 €	8 460 952 €	7 895 661 €
Charges réelles de fonctionnement	6 366 224 €	6 407 812 €	6 829 747 €	7 732 376 €
Epargne de gestion	-213 273 €	-4 346 €	1 631 205 €	163 285 €
Intérêts de la dette	14 068 €	20 239 €	20 431 €	18 630 €
Epargne brute	-227 341 €	-24 585 €	1 610 774 €	144 655 €
Capital de la dette	81 860 €	83 586 €	85 398 €	87 303 €
Epargne nette ou CAF nette	-309 201 €	-108 171 €	1 525 376 €	57 352 €

Le CCAS a reconstitué ses épargnes en 2024. Comme le CCAS équilibre son budget principal en reprenant ses résultats de manière anticipée, les niveaux d'épargne présentés au BP 2025 indiquent que le CCAS puisera dans ses ressources pour financer son activité en 2025 tout en

maintenant un fonds de roulement suffisant pour faire face aux besoins de trésorerie de l'établissement.

Accusé de réception

Réception par le préfet : 06/03/2025

Publication : 07/03/2025

Pour l'autorité compétente par délégation



c) La situation de la dette

L'encours de la dette est le suivant :

Budget Principal	2022	2023	2024	Budget prévisionnel 2025
Encours de la dette au 31/12/N	530 602 €	448 742 €	363 344 €	276 041 €
Annuités en capital	81 860 €	83 586 €	85 398 €	87 303 €
Intérêts de la dette	14 068 €	20 239 €	20 431 €	18 630 €
Taux d'endettement	9%	7%	4%	4%
Charge de la dette	1,56%	1.62%	1.25%	1.49%


Le taux d'intérêt du livret A qui s'est maintenu à 3% en 2024 a eu pour effet de stabiliser les intérêts à un niveau élevé. Toutefois, le stock de dette diminue selon l'échéancier normal des remboursements des emprunts en cours. Le CCAS n'a pas contracté de nouvel emprunt en 2024 et n'en prévoit pas en 2025. Le taux d'intérêt du livret A baisse en 2025 pour se porter à 2,4% entraînant une diminution des charges d'intérêt pour le CCAS.

III – LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES DU CCAS DE ROUEN POUR 2025

Les prévisions 2025 présentées dans le tableau ci-dessous restent provisoires et pourraient, par conséquent, encore légèrement évoluer jusqu'au vote du budget.

1- La section de fonctionnement

Chapitres budgétaires	BP 2024	CA - 2024 projeté	BP - 2025	Evol.% BP24/BP25	Evol.€ BP24/BP25
Dépenses	7 171 838.32	7 002 980.17	7 908 261.21	10.27%	736 422.89
<i>Dépenses réelles</i>	<i>6 998 449.32</i>	<i>6 829 747.43</i>	<i>7 732 376.21</i>	<i>10.49%</i>	<i>733 926.89</i>
011 - Charges à caractère général	1 051 270.00	1 006 189.86	1 482 709.21	41.04%	431 439.21
012 - Charges de personnel et frais assimilés	4 803 458.32	4 745 055.86	4 930 816.00	2.65%	127 357.68
65 - Autres charges de gestion courante	1 107 191.00	1 029 959.77	1 283 221.00	15.90%	176 030.00
66 - Charges financières	19 530.00	20 431.00	18 630.00	-4.61%	-900
67 - Charges spécifiques	7 000.00	13 838.88	7 000.00	0.00%	0
68 - Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	10 000.00	14 272.06	10 000.00	0.00%	0
Dépenses d'ordre	173 389.00	173 232.74	175 885.00	1.44%	2 496.00
042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	173 389.00	173 232.74	175 885.00	1.44%	2 496.00

Chapitres budgétaires	BP 2024	CA - 2024 projeté	BP - 2025	Evol.% BP24/BP25	Evol.€ BP24/BP25
Recettes	7 171 838.32	8 467 862.57	7 908 261.21	10.27%	736 422.89
<i>Recettes réelles</i>	<i>7 159 238.32</i>	<i>8 460 418.36</i>	<i>7 895 661.21</i>	<i>10.29%</i>	<i>736 422.89</i>
002 - Résultat de fonctionnement reporté	630 025.32	0	796 194.21		166 168.89
013 - Atténuations de charges	265 558.00	289 219.97	256 521.00	-3.40%	-9 037.00
70 - Produits des services, du domaine et ventes diverses	79 892.00	92 078.06	50 392.00	-36.92%	-29 500.00
74 - Dotations et participations	6 159 502.00	7 958 075.39	6 748 000.00	9.55%	588 498.00
75 - Autres produits de gestion courante	24 261.00	121 044.94	44 554.00	83.64%	20 293.00
Recettes d'ordre	12 600.00	6 910.21	12 600.00	0.00%	0.00
042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	12 600.00	6 910.21	12 600.00	0.00%	0

L'objectif essentiel poursuivi par le CCAS dans la préparation de son budget principal 2025 est la maîtrise de ses dépenses de fonctionnement, sans affaiblir son soutien aux populations les plus défavorisées et fragilisées, encore plus exposées au contexte économique.

Les lignes directrices proposées sont les suivantes :

- Poursuite de l'identification d'économies à réaliser sur l'ensemble des budgets ;
- Fermeture du dispositif « l'Atelier du meuble » et remise en état des locaux occupés avenue des 4 cantons ;
- Prise en compte des besoins en matière de personnels, dans un contexte de crise des carrières sociales et médico-sociales, par la prise en charge de soutiens psychologiques ;
- Effort de prévision concernant les budgets annexes qui perçoivent une subvention d'équilibre du budget principal, notamment le budget des résidences autonomie, afin de mieux maîtriser le chapitre 65 ;
- Validation d'un Plan Pluriannuel d'Investissement avec la direction du Patrimoine Bâti de la ville de Rouen permettant le versement d'une subvention d'investissement de la ville et la mobilisation d'autres subventions.

a) Les recettes de fonctionnement prévues en 2025

La subvention d'équilibre accordée par la Ville constitue la principale ressource du budget principal du CCAS. Augmentée à 5,945 M€ au BP 2025, elle représente près de 84% des ressources réelles de fonctionnement, contre 79% au CA 2024 et 76,5% au CA 2023.

La Ville délèguera à son CCAS une enveloppe revalorisée de +165K€ par rapport au CA 2024, mais de +745K€ par rapport au BP 2024, ceci afin notamment d'assurer les travaux de remise en état du bâtiment des 4 cantons avant fermeture du dispositif de l'Atelier.

Grâce à cette revalorisation importante, la dynamique d'évolution du niveau global des recettes entre 2024 et 2025 est présentée en hausse, de +10,27 %.

Le résultat de fonctionnement 2024, repris de manière anticipée dès le budget primitif 2025, s'élève à 796 K€ (contre 630 K€ au BP 2023), soit +26%.



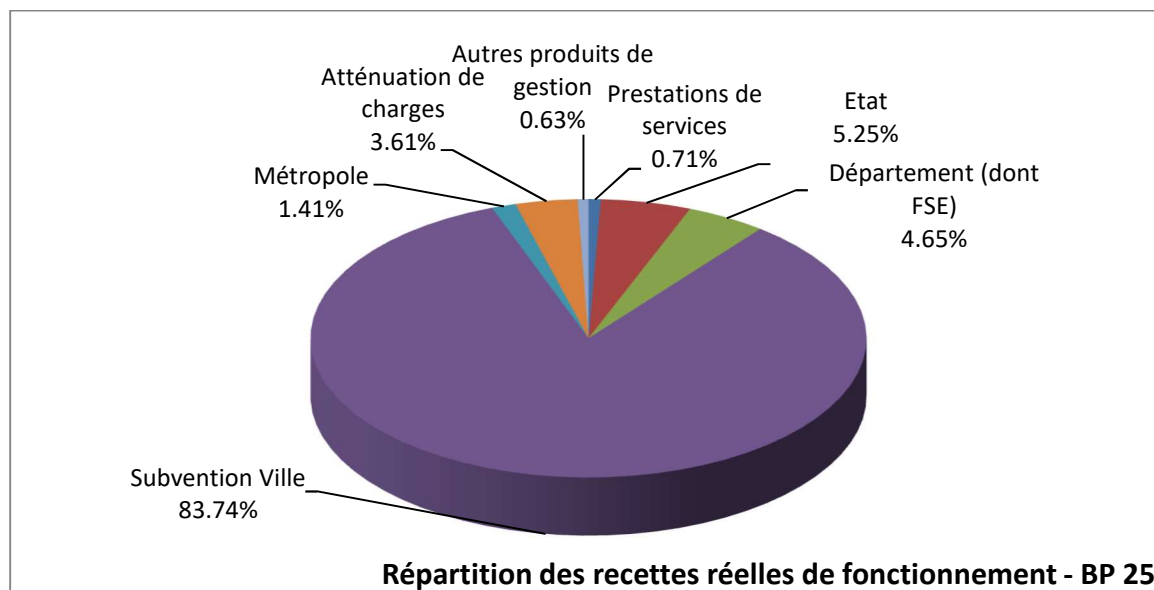
Les produits des services facturés présentent une baisse de près de 37 %, qui s'explique par la fermeture de l'Atelier à la fin du 1^{er} trimestre 2025. En effet, le CCAS, en tant que preneur à bail, refacturait la régie des quartiers de Rouen pour sa surface occupée dans le bâtiment des 4 cantons. Cette baisse des recettes est compensée par une baisse des dépenses relatives à la location d'un montant de 61 K€.

Les recettes en atténuation prévues au chapitre 013 évoluent de -3,4% (-9 K€). Elles comprennent les remboursements de l'assurance statutaire, la part salariale des chèques déjeuners (3.20€ / chèque) pour l'ensemble du personnel, et aussi certaines refacturations de personnels mis à disposition de tiers. Un des agents mis à disposition étant en cessation progressive d'activité, les salaires refacturés seront légèrement inférieurs à 2024.

Les financements extérieurs (Etat, Département, Métropole) se maintiennent globalement en 2025, à l'exception du financement du Complément de Traitement Indiciaire (CTI) versé par l'Etat pour les personnels de la Chaloupe (-39 K€) et des recettes de FSE (Fonds Social Européen) générées par l'Atelier (environ -55 K€) compensée également par la baisse des dépenses liée à la fermeture du dispositif (61K€ hors impact sur la masse salariale).

Pour le budget principal, en dehors de la ville de Rouen, les financeurs sont principalement :

- L'Etat (Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et de la Solidarité, l'Agence Régionale de Santé) ;
- Le Département de Seine-Maritime et le Fonds Social Européen ;
- La Métropole Rouen Normandie.



b) La maîtrise et le pilotage de la masse salariale

Le montant évalué à ce jour de la masse salariale inscrite au BP 25 est de 4 930 816 €, soit une augmentation de 2,65% par rapport au BP 24.

La masse salariale inscrite au BP 2025 représente 63,9% de l'ensemble des dépenses réelles de fonctionnement prévues à l'exercice 2025 (contre 69,5% au BP 24).



La masse salariale 2025 comprend :

- L'effet du décret 2025-86 du 30 janvier 2025 qui fixe le taux de cotisation à l'assurance vieillesse pour les employeurs territoriaux à 34,65%, soit +3%. La mesure est évalué à 55K€ ;
- Le Glissement Vieillesse Technicité (GVT) pour 11,2 K€, et les primes statutaires (NBI et CIA) pour 18,3 K€ ;
- La budgétisation de 2 nouveaux postes (85K€) : un référent insertion professionnelle et une chargée de mission à la direction du service des aînés ;
- Les enveloppes prudentielles pour diverses indemnités :
 - o En cas de fin de contrat à durée déterminée sur emploi permanent (45 K€) ;
 - o En cas de rupture conventionnelle, pour réintégration anticipée d'un agent, ou pour indemnité de congés non pris : enveloppe totale de 20K€ ;
 - o En cas d'allocation de retour à l'emploi (10K€) ;
- La constitution d'une provision pour versement d'un capital décès (provision de 30K€ étalée sur 3 ans, soit 10K€ en 2025) ;
- Les enveloppes pour rémunération d'apprentis (27 K€), pour gratifications des stagiaires rémunérés (4,3 K€) et services civiques (2,7 K€) ;
- La refacturation des personnels mutualisés de la ville au CCAS représente 330 K€ en 2025. La refacturation des personnels du PRE (Programme de Réussite Educative) de la ville au CCAS représente 178 K€.

Des actualisations pour la cotisation à l'assurance statutaire (marché renouvelé fin 2024), pour les tickets restaurants, la médecine du travail et la prévention sont intégrées dans le projet de BP 2025.

Au total, les dépenses de personnels sont présentées en augmentation de +127,3 K€ par rapport au BP 2024, soit +2,65% au budget primitif 2025.

Les personnels de l'Atelier, fermé en fin d'année 2024, sont redéployés sur d'autres dispositifs. Il ne faut pas exclure le fait que des agents transférés à l'EHPAD Bois-Petit au 1^{er} avril dernier, demandent leur réintégration au CCAS après leur détachement d'un an.

c) Les dépenses de fonctionnement hors personnel

Le budget primitif 2025 du budget principal du CCAS englobera les évolutions suivantes :

- ✓ Hors travaux liés à la remise en état du bâtiment des 4 cantons et effets de reprise du résultat N-1, les charges à caractère général sont présentées en baisse de -61K€ par rapport au BP 2024. Cela est dû à la fermeture de l'Atelier et à la sortie du bail.

Ces charges regroupent notamment :

- o Les dépenses de fluides : 104 K€ (contre 97 K€ au BP24),
- o Les achats de matières et fournitures : 33 K€ (contre 37K€ au BP24),
- o Les contrats de prestations de services : 71,1 K€ (contre 77,2 K€ au BP24),
- o Les locations mobilières, immobilières et charges locatives : 71,6 K€ (contre 147,7 K€ au BP24). Sortie du bail des 4 cantons,
- o L'entretien et la maintenance : 341,5 K€ (contre 160 K€ au BP24). Remise en état du bâtiment des 4 cantons évaluée à 200 K€,
- o Les assurances : 8.7 K€ (contre 8.4 K€ au BP 24),
- o La documentation et les formations : 41,8 K€ (contre 42.8K€ au BP24),
- o Les honoraires divers et des intervenants pour activités du PRE (Programme de Réussite Educative) : 236,5K€ (contre 241.3K€ au BP 24),
- o Les frais postaux et télécommunications : 35,1K€ (contre 38,5K€ au BP24),
- o Les autres prestations extérieures (dont frais de nettoyage des locaux) : 183,7K€ (contre 145,6K€ au BP24) : cette augmentation s'explique par le projet « Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée », pour lequel 45 K€ sont prévus au BP 25,
- o Les impôts et taxes : 8,7K€ (contre 14,4K€ au BP24),
- o Une inscription prudentielle de crédits supplémentaires, pour 290K€.

- ✓ L'évolution des autres charges de gestion courante est estimée en hausse de 15,9% par rapport au BP 2024. Cette évolution est due aux subventions d'équilibre à verser aux budgets annexes, qui représentent 85% des crédits inscrits à ce chapitre.

Reception par le préfet : 08/03/2025

Publication : 07/03/2025

Pour l'autorité compétente par délégation

Leur valeur prévisionnelle, votée aux budgets primitifs des budgets annexes, est de 1,078 M€ en 2025 :



	CA 2022	CA 2023	Total voté 2024	CA 2024 prévisionnel	BP 2025
Subvention aux budgets annexes	757 166	662 646	1 063 506	823 336	1 078 472
Dont CLIC	47 500	95 747	129 960	109 370	131 854
Dont Prestataire	106 880	101 150	116 189	113 659	144 760
Dont Résidences	602 785	465 750	817 357	600 306	801 858
Bonvoisin	0	37 820	62 982	0	75 605
Saint-Filleul	167 943	107 991	130 494	62 595	159 136
Rose des Sables	290 020	224 914	472 863	405 661	442 214
Trianon	144 823	95 024	151 018	132 050	124 903

Du fait du vote des budgets annexes assez tôt dans l'exercice (avant fin octobre), des différences notables entre la réalisation et la prévision peuvent être identifiées au moment du Compte Administratif (en avril).

Il se pourrait que le montant de la subvention votée aux budgets annexes soit réévaluée à la baisse pour 2025, au vu de la réalisation au CA 2024 (825K€ réalisés contre 1,063 M€ prévus) mais également de l'évolution du taux du livret A impactant favorablement le montant des redevances des résidences. Il est proposé de revoir les subventions aux budgets annexes en DM.


- ✓ Les crédits alloués aux secours et aides versés aux personnes les plus fragiles sont présentés en diminution pour passer de 205,7 K€ au BP 2024 à 150,3 K€ dans le projet de BP 25.

En effet, une sous-réalisation récurrente est constatée sur ces lignes budgétaires : en 2024, seulement 130K€ ont été exécutés sur les 197K€ prévus.

Cela est à mettre en relation avec la participation de la ville au FSL (Fonds Solidarité Logement) et à l'assouplissement par le Département des conditions d'accès au fonds.

2- La section d'investissement

Chapitres budgétaires	BP 2024	CA- 2024 prévisionnel	BP - 2025	Evol.% BP24/BP25	Evol.€ BP24/BP25
Dépenses	274 188.33	223 949.62	574 148.33	109.40%	299 960.00
Dépenses réelles	261 588.33	217 039.41	561 548.33	114.67%	299 960.00
16 - Emprunts et dettes assimilées	85 700.00	87 481.12	92 303.00	7.70%	6 603.00
20 - Immobilisations incorporelles	90 514.76	72 847.23	193 000.00	113.22%	102 485.24
21 - Immobilisations corporelles	85 373.57	56 711.06	276 245.33	223.57%	190 871.76
Dépenses d'ordre	12 600.00	6 910.21	12 600.00	0.00%	0.00
040 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	12 600.00	6 910.21	12 600.00	0.00%	0

Chapitres budgétaires	BP 2024	CA- 2024 prévisionnel	BP - 2025	Evol.% BP24/BP25	Evol.€ BP24/BP25
Recettes	274 188.33	177 085.74	574 148.33	109.40%	299 960.00
<i>Recettes réelles</i>	<i>100 799.33</i>	<i>3 853.00</i>	<i>398 263.33</i>	<i>295.11%</i>	<i>297 464.00</i>
001 - Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	92 999.33	0	394 063.33	 73%	301 064.00
10 - Dotations, fonds divers et réserves	7 800.00	3 853.00	4 200.00	-46.15%	-3 600.00
<i>Recettes d'ordre</i>	<i>173 389.00</i>	<i>173 232.74</i>	<i>175 885.00</i>	<i>1.44%</i>	<i>2 496.00</i>
040 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	173 389.00	173 232.74	175 885.00	1.44%	2 496.00

La section d'investissement est notamment financée par la reprise du solde positif du résultat d'investissement 2024.

Celui-ci, après intégration du résultat excédentaire de l'EHPAD, est positif et s'établit à 394 K€.

Grâce à son résultat, le CCAS peut financer sa section d'investissement.

La section d'investissement prendra notamment en charge les acquisitions et travaux suivants en 2025 :

- Les travaux dans les différents bâtiments du CCAS : 30K€
- Licences informatiques pour la bureautique et le réseau : 60 K€
- Renouvellement du parc informatique : 28,2 K€
- Renouvellement des matériels d'infrastructure : 10 K€
- Travaux de câblage : 20 K€
- Evolution logiciel de gestion financière : 12 K€
- Evolution autres logiciels : 20 K€
- Evolution solution Wifi : 12 K€
- Badgeuse pour la solution de gestion des temps : 4 K€
- Matériels de confort pour la Chaloupe : 6 K€

En outre, la section d'investissement supporte le remboursement (87,3 K€ en 2025) des deux emprunts contractés pour des travaux à la Maison des Aînés et au siège du CCAS (cf. page 6). L'extinction de ces emprunts est prévue en 2028.

Le budget principal du CCAS ne comporte pas d'investissements pluriannuels. Les investissements structurants sont portés par la Ville et refacturés au CCAS au fil des travaux.

3- Les missions développées

En 2025, le CCAS poursuivra les orientations fixées par la municipalité et mettra en œuvre la politique sociale et solidaire sur la commune. Il continuera à renforcer son intervention auprès des publics les plus fragiles, sur les territoires qui en ont le plus besoin, avec l'ensemble des acteurs institutionnels et associatifs.

a) Une mission quotidienne d'accompagnement social et d'aide à l'accès aux droits et d'actions créatrices de lien social

- ✓ Le CCAS organise une réponse de proximité sur la commune de Rouen pour être au plus près des Rouennais les plus en fragilité. Quotidiennement, les équipes du CCAS accueillent et accompagnent des personnes rencontrant des difficultés ponctuelles ou plus

structurelles, que ce soit au sein des 3 Unités de Travail Social, à la Domiciliation ou encore à l'accueil de jour La Chaloupe. La fin d'année a été marquée par la fin de l'activité de l'Atelier. L'arrêt de l'activité de l'Atelier fait suite aux problématiques s'agissant de bâtiments ne répondant plus aux normes incendie, mais aussi aux difficultés à faire fonctionner le lieu compte tenu d'absences de longues durées. De surcroît, l'Atelier n'était pas à toucher le public visé dans le cadre des financements accordés par le Département, à savoir les bénéficiaires du RSA. Le bail de location prenant fin en mars 2025 et des travaux de remise en état étant nécessaires en amont, l'activité de l'Atelier s'est arrêtée au 31 décembre 2024.

- ✓ En 2025, le CCAS s'attachera à faire évoluer les modalités d'accueil du public au rez-de-chaussée de l'équipement situé au 2 rue de Germont dans un souci d'apaisement, de renfort de la confidentialité et d'amélioration de la qualité de l'accueil.
- ✓ Les travailleurs sociaux du CCAS poursuivront l'accompagnement des bénéficiaires du RSA dans le cadre de la convention passée avec le Département (1120 bénéficiaires du RSA accompagnés en simultané). A noter l'organisation sur l'année 2025 de rencontres régulières entre nos professionnels et les opérateurs de l'insertion professionnelle de notre territoire afin de faciliter les parcours d'insertion des bénéficiaires accompagnés.
- ✓ Les crédits dédiés aux allocations communales de solidarité, dispositif facultatif mis en place par le CCAS et levier précieux de l'accompagnement social des personnes les plus démunies, sont réduits au BP 25 de -44 K€ car ils sont compensés par la dotation au FSL (Fonds de Solidarité Logement) versée depuis le budget de la ville au Département, pour 90 K€ annuels. En outre, une sous-réalisation chronique est constatée sur ces secours. Ils seront revus à la hausse en cours d'exercice si besoin.
- ✓ En complémentarité de l'accueil et de l'accompagnement individuel, le CCAS continuera en 2025 à renforcer la mise en place de projets collectifs et partenariaux et d'actions créatrices de lien social. Les actions collectives des UTS vont se poursuivre pour sortir les publics de l'isolement et renforcer les compétences psychosociales (sport santé, actions culturelles, action logement, éco gestes, parentalité).
- ✓ Il s'agira également en 2025 de renforcer le schéma d'animation de la grande précarité avec la réalisation de la 4^{ème} nuit de la solidarité, la poursuite des maraudes culturelles et du Noël solidaire. Par ailleurs, en mars 2025, le CCAS concrétisera le projet « Habitantes des rues » qui a pour objectif de mettre en lumière la situation des femmes sans domicile auprès du grand public en recueillant leur parole et leur témoignage mais aussi en trouvant des réponses à leurs besoins exprimés. Par ailleurs, en 2025, le CCAS, en lien avec la Ville, poursuivra le renforcement de l'inclusion numérique : développement de la création de coffre-fort numériques, France Services, soutien et coordination de l'action seniors connectés en lien avec Rouen Seniors, permanences de conseiller numérique et des écrivains publics au sein de différents services du CCAS...

b) La lutte contre l'isolement des personnes âgées et la prévention de la perte d'autonomie

L'année 2024 a permis de poursuivre les actions collectives et des temps forts à destination des personnes âgées et des aidants. La Ville et le CCAS de Rouen se mobilisent pour impulser une dynamique nouvelle en lien avec les enjeux du vieillissement qui sont plus que jamais des priorités.

Pour 2025, il s'agira de :

- Poursuivre le développement du travail en transversalité entre services et un renforcement des partenariats,

- Poursuivre le rapprochement des équipes du CLIC avec les travailleurs sociaux APA dans une phase d'expérimentation pour la mise en place de la Maison Départementale de l'Autonomie et des Aidants 76,
- Préparer la création du Service Autonomie à Domicile au 1er janvier 2025, la réforme des services autonomie à domicile, dont les textes ont été publiés en juin 2023, oblige le SSIAD à s'adjoindre un service d'aide et d'accompagnement à domicile dans une logique de coordination de parcours au bénéfice des patients. Cette réforme est pilotée conjointement par l'ARS et le Département. Le service prestataire d'aide et d'accompagnement à domicile géré par le CCAS, actuellement déployé sur les résidences autonomie, va donc évoluer pour fusionner avec le SSIAD pour devenir à terme, un Service Autonomie à domicile (SAD),
- Suivre le déploiement de la recherche-action impulsée avec l'ODAS (Observatoire national du Développement et de l'Action Sociale) sur le rôle des aînés dans les territoires. Inscrite dans la volonté d'entreprendre une démarche plus préventive et transversale sur la question des seniors, cette recherche-action a pour objectif de faire de la problématique du vieillissement un enjeu qui soit pris en compte dans les différents champs municipaux. La participation à la vie collective, les leviers et les freins à l'engagement bénévole, la création d'occasion de partages et de transmission pour favoriser le lien social... autant de questions qui seront abordées durant les deux années que dure cette recherche action. Les deux quartiers Politique de la Ville, Hauts de Rouen et Grammont/Saint-Sever/Orléans ont été choisis comme les territoires cibles de cette recherche-action, même si l'ensemble du territoire rouennais sera concerné par les résultats,
- De poursuivre les évènements festifs et manifestations à destination du public isolé.

c) Le renforcement de la réussite éducative, de l'insertion professionnelle et de l'accès à l'emploi des Rouennais

- ✓ Le renforcement du Programme de Réussite Educative dans le contexte d'élargissement de la géographie prioritaire :

Le Programme de Réussite Educative (PRE) est un dispositif d'accompagnement d'enfants et de jeunes âgés de 2 à 16 ans résidant dans les QPV et qui présentent des signes de vulnérabilité en prenant en compte la globalité de leur environnement et de leurs difficultés.

La gestion opérationnelle du dispositif est assurée par la Direction des Temps de l'Enfant de la Ville et la gestion financière et administrative du PRE est assurée par le CCAS de Rouen.

Compte tenu de l'élargissement de la géographie prioritaire, les moyens du PRE sont renforcés afin de pouvoir accompagner de nouvelles familles sur le secteur de la Rive Gauche.

- ✓ La poursuite du développement de la politique d'insertion socio-professionnelle

Le CCAS et la Ville de Rouen se sont associés à la Ville de Sotteville et à son CCAS pour développer l'expérimentation « Territoires Zéro Chômeur de Longue Durée » (TZCLD) pour le secteur Grammont /Voltaire/Grenet/Lods, ceci dans le cadre de l'impulsion donnée par la Métropole Rouen Normandie.

En 2024, le projet est entré dans une phase opérationnelle d'identification des personnes privées durablement d'emploi et leur accompagnement et de démarrage des travaux utiles développés par la future EBE (Entreprise à but d'Emploi). Le dossier de candidature a été déposé et a fait l'objet d'un avis favorable.

Après publication au 1^{er} trimestre 2025 du décret du Conseil d'Etat, l'EBE devrait ouvrir en juin 2025.

Afin de poursuivre le développement et la mise en œuvre opérationnelle de la politique d'insertion professionnelle, le CCAS a procédé à la création d'un poste supplémentaire afin d'accompagner en particulier le renforcement de la géographie prioritaire sur la Rive Gauche. Le référent insertion, recruté en janvier 2025, aura pour mission de suivre les clauses d'insertion et d'appuyer des travailleurs sociaux pour faciliter l'insertion professionnelle des personnes accueillies.

Par ailleurs, sur l'année 2025 la Ville va continuer à travailler à renforcer le réseau des acteurs de l'insertion et permettre l'émergence de nombreuses actions favorisant la mise en lien entre les demandeurs d'emploi.

d) La politique d'accueil en faveur des migrants

La Ville de Rouen met en œuvre depuis plusieurs années une politique globale d'accueil des migrants par la mobilisation de ses services municipaux dans les champs notamment de l'Education, de la Parentalité, de l'accessibilité aux loisirs ou encore de l'accompagnement dans l'accès aux droits.

En 2025, le C.C.A.S poursuivra son engagement pour l'inclusion des personnes exilées en :

- Poursuivant sa participation aux groupes de travail dans le cadre de la démarche « Rouen Ville Accueillante », pilotée par la DSCS en lien avec les autres directions de la Ville et les associations ;
- Prenant en charge de nuitées d'hôtel dans le cadre de l'urgence pour des publics exilés particulièrement fragiles (familles avec enfants en bas âge, jeunes majeurs, ...) ;
- Renforçant l'accompagnement sociojuridique à destination des publics exilés ;
- Soutenant les campagnes de sensibilisation dans le cadre d'événements (journée internationale des migrants, parrainages républicains, ...) ;
- Participant à l'équipe projet autour de la création d'une carte citoyenne de la Ville de Rouen qui aura pour objectif de permettre aux usagers qui ont des droits incomplets d'avoir accès aux services et tarifs solidaires municipaux.

e) L'accompagnement de l'évolution du territoire :

- ✓ Une nouvelle géographie prioritaire à prendre en considération :

Dans le cadre de l'élaboration des nouveaux contrats de ville, la géographie prioritaire a été révisée. Sur Rouen, son évolution est particulièrement importante avec une extension du QPV de Grammont aux secteurs Saint Sever et Orléans.

Il conviendra donc que les services du CCAS se mobilisent et accompagnent le renforcement des interventions au bénéfice de ces nouveaux territoires prioritaires.

A cet égard, la dynamique impulsée par le CCAS, en co-portage avec le Département, dès 2020 pour créer et faire vivre le réseau des acteurs sociaux du centre-ville Rive Gauche sera un levier précieux qu'il conviendra de renforcer pour favoriser l'émergence de nouvelles réponses de territoire.

f) La mise en œuvre opérationnelle en 2025 du projet de direction

- ✓ **Les principaux enjeux et objectifs du projet de Direction**

En 2024, la DSCS a formalisé son projet de direction destiné à préciser les principaux enjeux et les orientations prioritaires d'ici la fin du mandat.

Ce projet de Direction présente les orientations issues d'un travail de co-construction mené au cours de l'année 2024. Il s'agit d'un cadre collectif qui guidera la DSCS pour les deux années à venir (2025-2027).

1 - Accompagner les Rouennais les plus en difficulté et prévenir les ruptures dans leur parcours de vie



Objectif stratégique 1 - Renforcer l'interconnaissance entre les acteurs de l'accompagnement pour améliorer les articulations dans une logique de parcours

Objectif stratégique 2 - Mieux faire connaître l'offre de services auprès des habitants dans une logique d'adaptation agile à leurs besoins et en tenant compte des transformations sociétales et environnementales.

Objectif stratégique 3 - Adapter les modalités d'accompagnement des publics les plus précaires dans une logique de proximité et de renforcement du pouvoir d'agir, d'autonomie et d'épanouissement des publics.

2 - Favoriser le lien social, prévenir et lutter contre l'isolement

Objectif stratégique 1 - Repérer et accompagner le public isolé et vulnérable dans une logique de prévention

Objectif stratégique 2 - Développer les démarches de l'aller-vers pour créer du lien social de proximité et favoriser la citoyenneté de tous/toutes et promouvoir les solidarités

Objectif stratégique 3 - Favoriser la participation des publics et la co-construction des actions pour une action sociale plus inclusive.

3 - Lutter contre les inégalités territoriales

Objectif stratégique 1 - Renforcer / déployer les outils/ moyens de la Politique de la Ville sur le QPV Rive-Gauche étendu tout en conservant une intervention soutenue sur les Hauts de Rouen

Objectif stratégique 2 - Adapter les réponses aux besoins des territoires en favorisant les dispositifs de proximité

Objectif stratégique 3 - Instaurer une veille sur les territoires fragiles hors QPV

✓ Identification des déclinaisons opérationnelles

1 - Faire aboutir la mutualisation des fonctions ressources

Actions ou projets phares en lien avec la déclinaison opérationnelle ciblée (2025-2027) :

- Communiquer sur le bilan d'étape et les préconisations réalisé avec l'élève administrateur en juin et juillet 2024
- Retravailler les conventions de mutualisation
- Monter le Comité de pilotage général et celui sur le budget et masse salariale
- Consolider le circuit de validation du service fait
- Mettre en place des outils sur le suivi de la masse salariale

2 - Faire évoluer nos approches pour accompagner l'usager (aller-vers, actions collectives, rencontres)

Réception par le préfet : 06/03/2025

Publication : 07/03/2025

Actions ou projets phares en lien avec la déclinaison opérationnelle ciblée (2025-2027) :

- Monter une formation-action collective sur l'aller-vers et l'implication des usagers
- Animer la recherche action sur les QPV en lien avec l'ODAS
- Apporter des réponses à la suite des évaluations des résidences autonomes et du CLIC
- Développer le projet « Habitantes des rues »
- Faire évoluer le projet "accueil social" de la rue de Germont
- Accompagner le rapprochement de la Cyberbase et de la France Services
- Créer le Service Autonomie à Domicile (SAD)



3 - Inclusion numérique et accès aux droits : faire évoluer nos outils et pratiques pour mieux accompagner

Actions ou projets phares en lien avec la déclinaison opérationnelle ciblée (2025-2027) :

- Adapter les outils métiers des services et dispositifs Ville et CCAS de la DSCS
- Déployer les conseillers numériques

4 - Renforcer l'interconnaissance (favoriser l'immersion, la découverte des autres services, ...)

Actions ou projets phares en lien avec la déclinaison opérationnelle ciblée (2024-2027) :

- Monter un séminaire intra et/ou inter-Directions – Exemple en 2024 : Organisation d'une « Journée culture et sociale »
- Renforcer les actions pour permettre l'interconnaissance
- Formaliser et partager le projet de Direction

5 - Transition écologique et sociale : Comment prendre en compte les transformations sociétales et environnementales dans nos missions ?

Actions ou projets phares en lien avec la déclinaison opérationnelle ciblée (2025-2027) :

- S'acculturer aux enjeux de la transition écologique et sociale et agir au bénéfice des usagers et sur les pratiques des agents

Dans la continuité d'une action résolument guidée par un engagement fort en faveur du développement des solidarités, le CCAS de Rouen poursuivra en 2025 son effort pour adapter au mieux ses réponses sociales à l'évolution des besoins des plus fragiles dans une logique de responsabilité budgétaire.